

# LA MIXITÉ SOCIALE EN QUESTION

*Sociologues, historiens, urbanistes... ont, chacun à leur manière, étudié trente ans de politique de l'habitat en France. Il en ressort un imposant rapport sur le vivre-ensemble*

Par **CORINNE BOUCHOUCHI**



démagogie ni idéologie. Et le résultat est remarquable. Pendant dix-huit mois, des sociologues, des historiens, des urbanistes, des économistes... ont analysé trente ans de politique du logement en France. Loi Besson, loi d'orientation pour la ville, loi SRU, loi Borloo, loi Duflo, loi Lamy, loi Alur... Ils ne se sont posé qu'une question simple : pourquoi, sur le terrain, les politiques de lutte contre les ségrégations spatiales fonctionnent si mal alors que tout le monde s'entend à célébrer les vertus de la mixité? « L'idée, c'était de poser le débat. Nous voulions sortir du discours général, regarder la mixité pas seulement comme une valeur républicaine mais voir ce que les gens en faisaient », explique Christine Lelévrier, sociologue et urbaniste, professeur à Paris-Est Créteil et présidente du conseil scientifique de l'Omis.

Comme à Nanterre, qui fait le grand écart entre l'afflux des cadres de La Défense et les habitants pauvres de ses cités, ou à Versailles, la riche, dont les maires successifs développent au forceps le logement social; mais aussi à Houdan, coincée entre Dreux et Paris, sauvée par ses nouveaux HLM, ou à Saint-Denis, où cohabitent 135 nationalités et les bobos... Les exemples qui émaillent cet ouvrage éclairent plus que toute statistique les effets des politiques en faveur de la mixité. Mais aussi leurs limites. ■

(1) Téléchargeable mi-avril sur le site de l'association.

Favoriser la mixité sociale! Le projet de loi Elan (Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique), qui sera présenté à la fin du mois de mars en conseil des ministres, ne manque pas de mettre l'accent sur ce bon vieux principe républicain. Dans le parc privé, la création d'un bail mobilité ou la suppression de l'encadrement des loyers, et, dans le parc social, le réexamen périodique des baux, l'accroissement des ventes de logements sociaux ou une plus grande transparence dans les attributions des HLM sont des mesures censées répondre à cet objectif. Clairement, pour le gouvernement, la mixité passe par moins de contraintes et plus de fluidité. Une hérésie? Pas si simple!

Un rapport de l'Omis (Observatoire de la Mixité sociale), « Regards sur la mixité sociale », commandé par l'association Habitat et Humanisme, que « l'Obs » a pu lire avant sa parution (1), permet d'appréhender toute la complexité du sujet sans

**“Il faut savoir quelle société on veut demain”**

**BERNARD DEVERT**, fondateur d'Habitat et Humanisme

« Vous, avec votre fric, vous pouvez déplacer des gens. » Bernard Devert, le fondateur d'Habitat et Humanisme, n'oubliera jamais cette phrase. « J'étais alors promoteur immobilier et je venais de reloger une personne âgée dans un immeuble décent mais loin du quartier où elle avait ses habitudes. Elle a fait une tentative de suicide... » C'était en 1985. Depuis, l'ancien financier,



devenu prêtre, met toute son énergie à loger des personnes en difficulté dans des quartiers résidentiels. Pour lui, la mixité ne se décrète pas, elle s'impose. « C'est un combat permanent. Mais il faut savoir quelle société on veut demain », affirme-t-il. Dans les arrondissements bourgeois du vieux Lyon, dans les beaux quartiers de Versailles ou avenue

de Saxe à Paris, son association construit ou achète des immeubles destinés à accueillir des personnes en difficulté : « Il faut lutter contre l'entre-soi, qui est un enfermement », soutient-il. Alors, oui, les riverains serrent les dents lorsque s'installent ces nouveaux locataires, et il faut du temps pour que les barrières tombent. Mais quel bonheur lorsque ça fonctionne : « Je revois ce SDF entrant dans un de nos immeubles de la rue Tronchet, à Lyon. Il n'en revenait pas. “Quel respect on a pour moi!” m'a-t-il dit. Aujourd'hui, il est réinséré. C'est important, le respect. »